

Oxygène #6

« Laïcité, liberté d'expression et choix des mots dans la politique de la ville »

Compte-rendu du temps d'échange en visioconférence avec les habitants et acteurs locaux
de la politique de la ville de Bourgogne Franche-Comté et Métropole – 8 décembre 2020

Le phénomène n'est pas nouveau, mais médias et réseaux sociaux aidants, les mots que nous utilisons sont amplifiés, enflent et mutent, éloignent ou rapprochent, rallient ou atomisent nos vies. Des mots circulent avec une vitesse qui nous dépasse, 3G, 4G, 5G... et deviennent parfois slogans brandis à tort et à travers pour désigner ou revendiquer.

Evidemment, la politique de la ville n'est pas préservée de cette spirale. Les qualificatifs employés dans les dispositifs, fiches-action, discours, articles de presse, etc. sont insuffisamment pesés et ne sont pas toujours fidèles à la perception des différents acteurs et habitants. Les expressions flottent et ont du mal à se raccrocher à des réalités de terrain.

Par ailleurs, dans le contexte de cette semaine consacrée à la fête de la laïcité et avec le discours récent sur le séparatisme, les polémiques sur les nouvelles formes de communautarisme, la menace qui pèse sur la laïcité, c'est l'heure des grands rapprochements et des grandes confusions :

- Rapprochement entre défense de la laïcité et lutte contre la radicalisation ;
- Rapprochement entre défense de la République, valeurs de la République (dont la laïcité surtout), lutte contre le séparatisme, lutte contre la radicalisation ;
- Rapprochement entre laïcité et liberté d'opinion.

Tout n'est pas injustifié dans ces rapprochements, mais beaucoup reste trop approximatif. Les acteurs de terrain se retrouvent donc piégés par une actualité qui veut imposer son agenda à une lecture plus profonde du sujet.

Quelle réalité ces différents mots reflètent-ils dans les quartiers prioritaires ? Comment guident-ils (ou non) et accompagnent-ils les élus locaux, les agents, les acteurs de la société civile et les habitants au quotidien ?

A travers ce nouveau temps « Oxygène », nous souhaitons engager une discussion et une réflexion sur le choix des mots dans la politique de la ville, la liberté d'expression et la laïcité. « Oxygène » est cet espace où on peut échanger librement, en partant des expériences de chacun. On a le droit d'être approximatif, dans la contradiction, dans l'imperfection, dans le paradoxe, dans l'incertitude... pour peu qu'on soit ouvert à la discussion et au partage.

Evolution terminologique des mots de la politique de la ville

Les expressions qui circulent peuvent heurter, questionner ou au contraire être bien senties, justes, pertinentes. Tous ces termes utilisés, chargés symboliquement, ont des histoires.

Jean-Luc Michaud, directeur de Trajectoire Ressources revient sur les évolutions terminologiques qui ont marqué l'histoire de la politique de la ville ; cette évolution des termes pour qualifier les habitants, les quartiers, les dispositifs, les difficultés... sont le résultat de plusieurs facteurs :

- **Les noms donnés aux différents dispositifs suivent les tendances et volontés politiques de chaque période** : on ne dit pas la même chose lorsqu'on parle de « Développement Social Urbain » au début de la politique de la ville, puis de « Contrat Urbain de Cohésion Sociale » un peu plus tard.
- **Les situations et les réponses qui ont pu être apportées par la politique de la ville** : on voit glisser les termes qui, selon ce que l'on souhaite mettre en avant, peuvent être plus guerriers que conciliateurs. Par exemple, lorsqu'on aborde la sécurité dans les quartiers prioritaires, on met tantôt l'accent sur la prévention de la délinquance, tantôt sur les incivilités ou la tranquillité publique. On parle parfois de lutte (contre la discrimination), parfois de promotion (de l'égalité).
- **L'influence des courants intellectuels, de la recherche, des médias... dans la manière de nommer** :
 - **Les quartiers** : tantôt quartiers sensibles, populaires, de non droit, de reconquête, tantôt ghettos, cités...
 - **Les habitants** : public en difficulté, ayant-droits, bénéficiaires, locataires, clients, public, en décrochage... La jeunesse est plus souvent qualifiée comme un problème que comme une ressource : rappelons-nous des qualificatifs de « sauvageons » (Jean-Pierre Chevènement), plus récemment de « racaille » (Nicolas Sarkozy) ou d'« ensauvagement d'une partie de la société » (Gérald Darmanin).

Il arrive que l'on mobilise des mots dans nos activités de politique de la ville, parfois sans y réfléchir, par réflexe, par habitude, sans peser les conséquences, mais surtout sans se demander si ces mots correspondent à une réalité. Les termes que l'on emploie sont plus souvent clivants qu'éclairants. Après 40 ans de politique de la ville, les mots s'emballent, les termes se radicalisent et ce melting-pot terminologique brouille la lecture, la compréhension et les analyses.

Certains termes sont-ils évités ou à éviter ? Est-on à l'aise pour parler de tout ? Parlons-nous de, sur, pour ou avec les citoyens ? Quelle influence des réseaux sociaux ? De quoi avons-nous besoin collectivement pour parler sereinement de tout cela, qui plus est à la veille de l'anniversaire de la loi de 1905¹ ? Est-il encore possible de débattre pour mieux s'entendre, pour mieux se comprendre... débattre pour ne pas se battre ?

¹ Cette séance a eu lieu le 8 décembre 2020, veille du 9 décembre, fête nationale de la laïcité en France.

Les participants ont la parole...

Les participants sont invités à écrire les mots qui, selon eux, nécessitent une discussion, une reformulation, une explication, voire des précautions d'usage, dans la dynamique quotidienne de la politique de la ville :



« Une reconquête républicaine... Parce qu'on serait en guerre ? »

Les personnes présentes dénoncent tout d'abord la sémantique guerrière récemment (et couramment) utilisée pour désigner les quartiers, comme par exemple, le terme « **territoire de reconquête républicaine** » qui choque car il renvoie à quelque chose de violent, comme le précisent une éducatrice de prévention et un responsable politique de la ville : « *Une reconquête pourquoi ? Parce qu'on serait "en guerre" ? On reprend les territoires, on va les reconquérir : parce qu'on aurait été chassé par un ennemi ? Ces territoires sont pourtant situés en France et habités par des français* ».

Le terme « **République** » lui-même divise : c'est un mot multi-facette qui revient « à la mode » depuis quelques temps et que l'on ne cesse d'entendre dans les médias ou dans la bouche des élus. Mais comment qualifier la République ? A quoi renvoie-t-elle ? Est-ce la démocratie ? L'économie de marché ? La société ? La Chine se dénomme "République populaire de Chine", pour autant porte-elle en son sein les mêmes valeurs que la République française ?

Cette désignation de « **reconquête républicaine** » reflète ce que les habitants et les acteurs vivent en ce moment, qui ont le sentiment de ne plus arriver à faire cohésion, de ne plus pouvoir parler ensemble, se heurtant au choc de la perception de l'autre. Les choses semblent ne jamais avoir été autant clivées qu'aujourd'hui : il y aurait d'un côté les habitants des quartiers... et puis les autres.

« *A la place de reconquête, on devrait aller plutôt **aller vers la quête de sens : donner du sens aux quartiers et du sens à la place des habitants*** », nous confie un membre de conseil citoyen.

De l'idée de « faire communauté » à l'idéologie de « radicalisme communautaire »

Certains participants nous rappellent qu'au sein de la République française, nous faisons tous partie d'une même **communauté**, régie par l'égalité des droits et des chances.

Et après tout, en quoi le **communautarisme** – un terme anglo-saxon – est-il négatif ?, comme le questionne une représentante du Conseil National des Villes (CNV) : « *Notre Président dit tout le temps qu'il est communautaire. Quel est le problème ? Qu'est-ce qui dans le terme « communauté » menace ? Pourquoi la République serait telle en danger ? Qu'est ce qui inquiète tant aujourd'hui ?* »

Mais faire partie d'une communauté, est-ce être communautaire ? Une communauté en soit n'est pas dérangeante, mais ce qui peut l'être, c'est d'avoir et de transmettre une vision univoque des choses. « *La communauté, c'est la question des identités multiples et il faut qu'elle reste multiple* » souligne une chargée de mission d'un centre de ressources politique de la ville, car en réalité, nous faisons tous partie de multiples communautés. La communauté peut donc poser problème lorsqu'elle supprime cette multiplicité et qu'elle enferme.

Cependant, selon le sens et la connotation qu'on lui donne, un mot peut vite devenir discriminant. Un participant dénonce : « *Quand on parle de communauté, on ne parle pas directement des musulmans. En revanche dès qu'on parle de communautarisme, on vise directement la communauté musulmane* ». Derrière ce mot « communautarisme », il y a également d'autres notions connexes et complexes que sont la citoyenneté, l'immigration et l'intégration. Une éducatrice de prévention s'indigne : « *J'ai l'impression que ce terme nous dédouane de notre inefficacité à faire citoyenneté, il rejette la responsabilité sur les habitants en disant "si vous n'êtes pas intégrés, c'est de votre faute". Comme si c'était une volonté de leur part de ne pas s'intégrer* ».

Et de là à parler de **radicalisation**, il n'y a qu'un pas, que certains peuvent franchir très (trop ?) rapidement. Etymologiquement, ce mot est issu du latin *radicalis*, qui se rattache à la racine. Et nul besoin d'être de confession musulmane pour être radical : « *"Radicalisation" n'est pas forcément égal à "Islam" : on peut être radical dans sa posture professionnelle et dans bien d'autres domaines* », comme le précise un chef de projet politique la ville. C'est un processus psychologique assez complexe et il conviendrait plutôt de parler de radicalisations plurielles, notamment dans la prévention qu'on peut en faire².

Par ailleurs, le communautarisme n'est pas forcément voulu, il est parfois subi par les habitants eux-mêmes, du fait de la proximité de vie dans les quartiers, qui nous disent également : « *Je ne peux pas me suffire d'habiter un quartier prioritaire* ».³ En réalité, la politique de la ville, notamment à travers sa politique du logement, a longtemps favorisé le communautarisme de manière indirecte... « *Et maintenant on nous reproche ce repli communautaire ?!* ».

Pour autant, même si les mots utilisés ne sont pas toujours justes, il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse, dans ce "politiquement correct" qui consisterait à ne pas désigner les choses et éviter de regarder la réalité en face : « *Accepter qu'un phénomène existe, ce n'est pas nier l'existence du phénomène* » précise un chef de projet. D'autant plus qu'un conseiller citoyen nous alerte sur le fait que « *certains citoyens et certaines associations ne trouvent pas leur place dans la République française*

² Voir avis du CNV publié en 2015 sur LES radicalisations

³ Voir film « SenCibilITES, réalisé par Trajectoire Ressources dans le cadre des 40 ans de la politique de la ville.

aujourd'hui, ils ne se sentent pas concernés et se replient dans un communautarisme fermé. Comment faire pour que tout le monde puisse vivre ensemble dans une société républicaine ? ».

Aussi est-il important de « **travailler en continu sur trois phénomènes importants que sont le repli, le rejet et le retrait** », comme le souligne une chargée de mission d'un centre de ressources politique de la ville.

La laïcité au centre des débats

La laïcité redevient un élément fort du « socle de la République », alors que l'on n'en parlait plus depuis longtemps. On se retrouve à parler de religion ou de gestion du fait religieux dans une société sécularisée qui se veut ouverte, pluraliste, individualiste⁴. On doit aborder ce sujet alors que plus personne ne sait ce que veut dire « croire »⁵. Comment peuvent faire les intervenants sociaux ? Ils doivent naviguer entre des écueils (stigmatisation face à l'Islam), parler de laïcité face à des publics qui parlent religion et à d'autres qui refusent d'en parler (« les laïcards »). En parler sans en parler... D'où la posture juridique, qui pose une objectivité de la loi, alors que les publics sont sur des questionnements culturels, voire religieux. Comment accompagner des publics dans cet entre-deux ?

Une question posée par les anthropologues : toute culture est basée sur des croyances assises sur des mythes⁶. Quand on a une crise culturelle, les questions des croyances reviennent : André Malraux parle de « spiritualité ». Est-ce le seul sujet des QPV ? La spiritualité est individualisée dans la société moderne (on parle de développement personnel) ? Quel lien avec le religieux ?

La laïcité est aussi une nouvelle façon de devoir parler de problèmes sociaux. Si les publics parlent de religion, c'est qu'ils ont des problèmes sociaux : « l'islamisation de la révolte », selon Olivier Roy. Alors on parle de quoi ? Pourquoi ne reste-t-on pas sur des approches sociales ? Et si la question religieuse était sérieuse ? Comment porter cette question ?⁷

Elle est enfin une entrée pour aborder la question du radicalisme religieux. Mais plusieurs questions demeurent :

- N'y a-t-il qu'un radicalisme religieux ?⁸ Doit-on parler du processus social de radicalisation : de la précarité, de l'exclusion, de l'insécurité culturelle, etc... ?
- S'il y a radicalisation, est-ce synonyme de « terrorisme » ou de « djihadisme » ? Qui désigner sous le label de « radical » ? Que fait-on par exemple dans des quartiers où le radicalisme se développe du fait du salafisme et des frères musulmans ? Faut-il combattre ces groupes ? Mais cela ne se fait pas au niveau national ? Quoi faire alors ? La Laïcité est-elle en lien avec la lutte contre la radicalisation ? Et si oui, en quoi, si laïcité est liberté de faire et dire ce que l'on veut, sans remettre en cause « l'ordre public » mais « le vivre ensemble » ? Les riches pratiquent le séparatisme aussi⁹. Porter le jilbab ou le burkini par exemple, est-ce un problème de laïcité ? Est-ce un problème d'avoir des commerces uniquement halal dans des quartiers ? Est-ce que cela n'a pas déjà existé ?¹⁰

⁴ Georges Corm, voir référence bibliographique en annexe

⁵ Olivier Roy, voir référence bibliographique en annexe

⁶ Georges Balandier, voir référence bibliographique en annexe

⁷ Voir les articles de Jean Birnbaum et Gilles Kepel

⁸ Olivier Galland, Anne Muxel, voir référence bibliographique en annexe

⁹ Eric Maurin, voir référence bibliographique en annexe

¹⁰ Position de Jean-Claude Kauffman, sociologue, sur le burkini.

Le problème est également que, depuis quelques années, on a l'impression que l'on peut convoquer tout et son contraire au nom de la laïcité, et malheureusement beaucoup d'idées reçues circulent. Un exemple parmi tant d'autres : « *La laïcité, c'est ce qui m'empêche de porter le voile et de trouver du travail* », relate une chargée de mission prévention de la radicalisation, sur un propos entendu à l'occasion d'une formation sur le principe de la laïcité. Cette dernière est plus souvent vécue comme un frein qu'une liberté.

Or, ceci n'est pas anodin, car certaines idéologies sont reprises dans des discours politiques et peuvent se traduire dans les politiques publiques. Il reste donc plus que jamais important de déconstruire ces idées reçues et bien (re)définir la laïcité : ce qu'elle est, ses possibilités, ses libertés... mais aussi ce qu'elle n'est pas et ses limites. Plusieurs livrets pédagogiques ont d'ailleurs été écrits récemment pour guider les professionnels dans l'exercice de leur fonction et faciliter leur posture professionnelle¹¹ ; car même si elle existe ailleurs dans le monde, la laïcité dans notre modèle français est spécifique¹².

En ce sens, la formation « Valeurs de la République et Laïcité » animée sur deux jours, est également très éclairante, notamment des points de vue historique et juridique, comme nous le rappellent une déléguée du Préfet et un président associatif. La connaissance historique permet de mieux comprendre l'évolution des situations et d'aborder plus sereinement les choses, sans cibler sur telle ou telle croyance. L'aspect juridique permet également de poser les bases de ce qu'on a le droit de faire ou non (par exemple, ai-je le droit de critiquer une religion ?).

Faire appel à la connaissance permet de se prémunir des interprétations et de l'instrumentalisation de certains médias et/ou certains représentants politiques.

Rappelons que, étymologiquement, le mot « Laïcité » vient du grec « Loas » qui signifie « Peuple », avec un sentiment d'union. Ce n'est pas une valeur, mais un principe politique, philosophique et juridique qui repose sur plusieurs piliers :

- La liberté de conscience (que l'on soit croyant ou non) ;
- L'égalité des droits ;
- La neutralité de l'Etat (et non des citoyens) ;
- L'universalité (où l'intérêt général qui prime sur l'intérêt individuel).

Une représentante de l'Observatoire Régional de la Laïcité nous précise également que « *la laïcité n'est pas un dogme, mais une dynamique, un projet d'émancipation républicaine, et ce n'est surtout pas une loi de combat. C'est un principe qui porte et qui emporte nos valeurs républicaines : liberté, égalité, fraternité* ».

Elle est ce creuset fondamental qui permet l'ouverture et la mixité où tous les habitants, quelles que soient leurs convictions, ont la liberté de pouvoir s'exprimer, dans le respect des autres et de la loi.

L'entre-connaissance et l'acceptation de l'altérité seraient-elles la clé ?

Jean-Paul Sartre disait : « *l'Enfer c'est les autres* » (bien que cette citation ait souvent été mal interprétée). Et si la solution résidait justement dans cette recherche de l'autre ? On ne peut dialoguer avec quelqu'un que si on le connaît : il faut se rapprocher de lui et commencer par l'écouter. Selon un membre de conseil citoyen, « *c'est l'autre qui vous enrichit, qui est votre miroir : c'est grâce aux autres* ».

¹¹ Voir références bibliographiques en annexe

¹² Voir les travaux conduits par Valentine Zuber et références bibliographiques en annexe

qu'on peut avoir accès à une connaissance et une conscience de qui on est. C'est l'entre-connaissance qui est la clé ».

Et à travers cela, la notion de dialogue doit être globale : interculturel, intergénérationnel et inter-convictionnel. *« Il faut dépasser ses propres convictions et respecter la conviction des autres, il faut passer du multiculturalisme pour aller vers l'inter-culturalisme. C'est avant tout l'être humain qu'il faut potentialiser et qu'il faut respecter ».*

En fait, la problématique ne semble pas tant résider dans le vivre-ensemble, mais plutôt dans le faire-ensemble et dans l'agir-ensemble, sans se nuire les uns par rapport aux autres. Au terme « **vivre-ensemble** », nous préférons l'« **être-ensemble** », c'est-à-dire la capacité des membres de la communauté à co-exister, et pour reprendre les mots de Régis Debray¹³ lorsqu'il évoque la fraternité qu'il désigne comme « *la mal-aimée de la triade républicaine* » : « *ça consiste à faire famille avec ceux qui ne sont pas de la famille, ça consiste à faire du nous avec un eux* ».

Jongler avec les mots et les injonctions contradictoires de la politique de la ville

Malgré les belles intentions de tous ceux qui participent et construisent la politique de la ville, reste que certains se sentent enfermés dans « *des dispositifs qui dégoulinent depuis le haut, alors que sur le terrain, la réalité est tout autre* ». Par exemple, les professionnels doivent jongler entre d'un côté des circulaires ministérielles qui demandent une attention particulière aux "petites" associations de quartier, et de l'autre des guichets de moins en moins uniques et des dossiers qui requièrent une technicité toujours plus poussée. La simplification du système semble encore loin... (exemple : une plateforme numérique unique pour le dépôt des dossiers des porteurs de projets).

La profusion des mots provient des commandes publiques qui visent à intégrer la politique de la ville dans des discours généraux qui ne la concernent pas toujours : on met alors les intervenants de la politique de la ville dans des injonctions contradictoires :

- Il est question d'Etat animateur, mais le droit commun reste de rigueur (exemple des questions éducatives). Les intervenants en politique de la ville sont donc « *le cul entre deux chaises* » ;
- Il est question de participation, mais l'Etat n'en tient que très peu compte au nom de l'Etat de droits ou de la République... « *“Bottom up” oui, mais il doit rester républicain* » (exemple du grand débat ou de la convention citoyenne) ;
- Il est question de laïcité ouverte (et donc de droit à la différence depuis SOS Racisme), mais on doit aussi lutter contre les séparatismes.

Chaque territoire est unique, mais les porteurs de projets se retrouvent souvent contraints par un cadre trop strict, avec parfois un décalage entre les actions et la manière de les formaliser : « *on doit utiliser les bons mots de vocabulaire et rentrer dans les bonnes cases, sinon, ça ne passe pas* ».

Ceci est d'autant plus vrai pour les personnes allophones : « *Je suis d'origine étrangère. J'essaie de comprendre, d'apprendre les mots et de trouver ma place. Lorsqu'on écrit les projets on doit plaire, trouver les bons mots... mais on doit aussi être efficace sur le terrain auprès des personnes pour les toucher* ».

¹³ Ecrivain, philosophe

Il est en effet souvent reproché aux professionnels de la politique de la ville d'utiliser un discours trop technique, voir trop technocrate, dans lequel peu d'habitants se retrouvent, comme le précise une représentante du Conseil National des Villes¹⁴ : « *Il est urgent d'adapter notre terminologie dans les contrats de ville et les appels à projet pour que les habitants puissent comprendre de quoi on parle : tant qu'ils n'arrivent pas à comprendre, ils ne peuvent pas s'appropriier les concepts, ils se sentent exclus et le vivent comme un affront* ».

Dès lors, une membre de conseil citoyen nous alerte : « *Quel sens ont tous ces mots pour les habitants des quartiers ? A quelle réalité raccroche t'on tout cela ? Il y a un vrai décalage entre les termes utilisés et la compréhension qu'en font les habitants* »,

La profusion des mots est également le signe de problèmes plus larges : celui du politiquement correct, car la politique de la ville touche à des problèmes sociétaux plus vastes.

Christophe Guilluy¹⁵, par exemple, montre depuis plus de 20 ans que les politiques ne sont pas dans les conditions sociales des plus défavorisés et qu'ils tiennent des discours qui ne parlent plus aux « gens ordinaires ». Pire, il y a une instrumentalisation de mots qui empêchent ces « gens ordinaires » de s'exprimer, à moins de « *paraître "beaufs" ou réactionnaires* ». Cela se traduit par une désertion du vote dans ces catégories ou par des votes contestataires. Il faut donner la parole au « peuple », mais sans que celui-ci puisse dire ce qu'il pense (exemple du Rapport Terra Nova). Jérôme Fourquet¹⁶ a pourtant montré qu'il existait un séparatisme populaire fort aujourd'hui... Comment donner alors la parole ?

Enfin, au-delà de la technicité, les termes employés sont souvent négatifs, ils catégorisent, ils « altérisent » ... Rappelons-nous que tous ces mots désignent aussi des personnes, des êtres vivants, or méfions-nous de ce que cela fabrique auprès de ce qui les reçoivent.

Ceci est d'autant plus dangereux que certains profitent de cet écart qui se creuse entre acteurs de terrain d'une part et habitants d'autre part, en s'adressant à ces derniers avec des mots simples et en portant une parole de plus en plus radicalisée. Rappelons-nous des paroles de Victor Hugo : « ***L'esprit, comme la nature, a horreur du vide. Dans le vide, la nature met l'amour ; l'esprit, souvent, y met la haine. La haine occupe.*** »¹⁷

¹⁴ Retrouvez tous les avis publiés par le CNV en vous inscrivant sur la plateforme nationale de la Grande Equipe : <https://acteurs.lagrandeequipe.fr/fr/inscription>

¹⁵ Géographe

¹⁶ Politologue

¹⁷ L'Homme qui rit – Victor Hugo, 1869

Conclusion

Il est de plus en plus difficile de pouvoir se mettre d'accord sur les mots puisque notre société connaît un phénomène qui dépasse la politique de la ville, la post-vérité. Les individus remettent en cause les faits, puisque la réalité peut se questionner (vieux phénomène de la déconstruction française).

Comment accompagner des publics quand on ne peut même pas se mettre d'accord sur la réalité ? Il y a une urgence dans nos métiers, en particulier pour les enseignants, qui est de savoir se mettre d'accord sur la réalité (phase d'objectivation), pour poser des mots ensemble et pour ensuite construire pour agir... D'abord se mettre d'accord !

Cela est d'autant plus vrai que les réseaux sociaux ont cassé l'autorité des faits et des mots. On est dans l'horizontalité, et donc le relativisme (personne n'a plus autorité sur les autres) et dans « l'ère du clash » (Christian Salmon). Le mouvement des gilets jaunes a été illustratif sur ce point. De là à être dans le complotisme, il n'y a qu'un pas... Les mots n'ont alors plus d'effets. Pourtant, la création de mots est au cœur d'une culture qui a animé la politique de la ville : le hip-hop, le verlan, etc.

La question devient donc : ne peut-on pas remettre du vocabulaire entre les mains des « gens ordinaires » pour désigner la réalité ? Notre mission est peut-être, après avoir installé la confiance (la fraternité), de rediscuter des mots ensemble ; trouver des lieux et des occasions nouvelles pour sortir des idéologies (d'Etat et des publics) pour promouvoir la culture des mots, pour en fuir les plus pathogènes ; partager des faits, redonner les mots pour prendre la parole, en sachant qu'elle peut être différente, contradictoire, sans être agressive.

Annexe : références bibliographiques

- Anthropologie politique – Georges Balandier, 2013, Ed. Presses Universitaires de France
- En finir avec les idées fausses sur la Laïcité – Nicolas Cadène, octobre 2020, Ed. l'Atelier
- Géopolitique des religions : un nouveau rôle du religieux dans les relations internationales – Blandine Chélini-Pont, Roland Dubertrand et Valentine Zuber, 2019, Ed. le cavalier bleu
- Guide de la ligue de l'enseignement, « La laïcité expliquée aux parents » (à paraître)
- Guignol's Band – Louis Ferdinand Céline, 1944, ed. Denöel
- La communauté – Raphaëlle Bacqué et Alain Chemin, 2018, Ed. Albin Michel
- La jeunesse comme ressources : un paradigme pour un espace de recherche – Alain Vulbeau, 2001, Ed. Eres
- La laïcité en débat : au-delà des idées reçues – Valentine Zuber, 2017, Ed. le cavalier bleu
- La question religieuse au 21^{ème} siècle – Georges Corm, 2006, Ed. La Découverte
- La Sainte Ignorance : le temps de la religion sans culture – Olivier Roy, 2012, Ed. du Seuil

- La tentation radicale, Enquête auprès des lycéens – Olivier Galland et Anne Muxel, 2018, Ed. PUF
- L'ère du clash – Christian Salmon, 2019, Ed. Fayard
- Le ghetto français : enquête sur le séparatisme social – Eric Maurin, 2004, Ed. du Seuil
- Le jihadisme français : quartiers, Syrie, prisons – Hugo Micheron, 2020, Ed. Gallimard
- Les précieuses ridicules – Molière, 1659
- Les territoires conquis de l'islamisme – Bernard Rougier (ouvrage collectif), 2020, Ed. PUF